Motion sur la grève du 9 avril

Motion défendue par la P5, minoritaire au CPN

Préparer comme parti le 9 avril, son succès… et ses suites

La CGT, FO, Solidaires et la FSU appellent à une journée interprofessionnelle de grève et de manifestations le 9 avril. C'est la première fois depuis un an et cela s'annonce d'ores et déjà comme la plus importante mobilisation syndicale depuis l'élection de Hollande. Pour les directions restées l'arme au pied depuis longtemps, il s'agit de ne pas perdre toute crédibilité auprès de celles et ceux des travailleurs/ses qui leur font encore confiance, alors que la crise du mouvement ouvrier ne cesse de s'aggraver. Elles veulent aussi capter la montée du mécontentement social contre la politique d'austérité et de contre-réformes du gouvernement. Cette colère encore largement sourde va prendre la forme d'un vote massif pour le FN, mais elle s'exprime aussi par des luttes partielles, qui sont même peut-être un peu plus nombreuses ces derniers temps (pour les salaires, dans la santé, à la poste, etc.). De plus, la CGT veut tourner la page de l'affaire Le Paon, redorer son blason en se montrant capable de mobiliser : la « nouvelle » direction joue sa crédibilité auprès de la base et d'une partie des cadres, d'autant plus que la loi Macron va mettre en cause une partie de leurs prérogatives de représentation syndicale. Enfin, les directions syndicales ont intérêt à montrer leurs muscles au moment où le gouvernement prépare une nouvelle réforme du « dialogue social », qu'elles comptent bien aller « négocier ».

Eu égard à l'intention des directions syndicales, le cadre du 9 avril n'est pas bon : c'est une journée d'action sans perspectives, l'appel commun reste vague, il n'exige même pas le retrait de la loi Macron, se contenant d'en critiquer certaines dispositions. Cependant, il permet malgré tout de cibler la loi Macron et de dénoncer la politique d'austérité. De plus, dans le contexte actuel, des structures à différents niveaux et dans différents secteurs mettent en avant des revendications salariales, la dénonciation de restructurations, l'exigence de création de postes, etc. Des équipes combatives se saisissent de cette date pour tenter de mobiliser les collègues, pour exprimer la colère croissante des travailleurs/ses, pour l'amener sur un terrain de classe… C'est pourquoi, comme militant-e-s du NPA, nous participons pleinement à la préparation et au succès du 9 avril.

Dans nos lieux de travail comme dans nos syndicats à tous les niveaux, nous poussons à des appels, de préférence unitaires, à la grève et à des manifestations massives dans les villes. Nous nous battons pour l'objectif central du retrait de la loi Macron, en cours de discussion parlementaire. Mais nous mettons aussi en avant des revendications les plus claires possibles, selon la conscience et la volonté des collègues (retrait de la réforme ferroviaire, de la réforme Touraine, du projet de réforme des collèges, etc. ; pour l'augmentation des salaires et du point d'indice dans la Fonction publique ; contre les licenciements et les suppressions de postes…).

Nous mobilisons nos collègues en leur diffusant le matériel syndical et/ou politique, mais surtout en organisant des réunions d'information et de préparation, en proposant l'auto-organisation et la participation de tou-te-s à la préparation, en fixant l'objectif de comités de mobilisation et d'AG pour discuter collectivement de la situation, du 9 avril, mais aussi de ses suites. Nous poussons à débattre collectivement des revendications et des moyens d'action, dans l'objectif de faire monter la combativité et la confiance des travailleurs/ses en leurs propres forces. Nous essayons d'aller le plus loin possible en ce sens, en ne cédant pas à la tentation proclamatoire, aux discours artificiels, mais en tenant compte à chaque moment des discussions réelles avec les collègues et en leur faisant aussi des propositions pratiques, comme des pôles combatifs dans les manifs.

Dans ce cadre, loin de contrer les travailleurs/ses qui expriment leur scepticisme à l'égard de cette journée d'action sans lendemain, nous allons au dialogue avec ce sentiment parfaitement légitime car fondé sur l'expérience des luttes antérieures : nous y répondons en critiquant ouvertement la politique des directions syndicales, le dialogue social et le refus de combattre, encore plus clair sous un gouvernement PS ; nous opposons à cette politique la nécessité de construire par en bas un mouvement d'ensemble et la convergence des luttes, dans la perspective de la grève générale comme seul moyen de mettre en échec la politique du gouvernement.

Comme parti, nous défendons systématiquement cette même orientation dans nos tracts, notre presse, nos interventions publiques et médiatiques — et en nous coordonnant entre nous à tous les niveaux sous l'impulsion du CE. En affichant ainsi ouvertement nos perspectives, de façon combinée avec notre participation pratique dans nos lieux de travail à la préparation du 9 avril, nous montrerons le meilleur profil du NPA dans la situation : utile aux luttes, unitaire dans l'action et indépendant des réformistes quant à ses propositions pour vaincre le gouvernement.

, le 18 mars 2015